



**ANNUAL  
MEETINGS**  
2020 | VIRTUAL  
INTERNATIONAL MONETARY FUND  
WORLD BANK GROUP



**WORLD BANK GROUP**

---

15 octobre 2020

Discours d'ouverture du Président des conseils des gouverneurs,  
Son Excellence **ERNEST KWAMINA YEDU ADDISON**,  
Gouverneur du Groupe de la Banque mondiale pour le **GHANA**

**Assemblée annuelle 2020**  
**Allocution du président du conseil des gouverneurs**  
**Ernest Kwamina Yedu Addison**  
**Gouverneur du Ghana**

Mesdames et Messieurs, bonjour. J'ai le plaisir et l'honneur de m'adresser aux conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale à l'occasion de cette réunion virtuelle.

La présente assemblée annuelle se déroule pendant une pandémie mondiale sans précédent. La COVID-19 est avant toute chose une tragédie humaine qui cause d'immenses pertes humaines et de lourdes perturbations dans tous les pays membres. Je présente mes sincères condoléances à celles et ceux qui ont perdu des êtres chers et je suis de tout cœur avec les personnes touchées par le virus.

Ce choc économique est sans précédent. Les mesures de distanciation physique et de confinement des villes ont un coût économique, et ce compromis est inévitable. Les conséquences ont été particulièrement dures pour les pays émergents et les pays à faible revenu. Bien que la pandémie y ait évolué plus lentement que dans d'autres parties du monde, un grand nombre de ces pays ont ressenti les effets de contagion liés à l'affaiblissement de la demande mondiale, à la baisse des prix des produits de base et à l'effondrement du tourisme, avec un impact disproportionné pour les travailleurs peu qualifiés et ceux de l'économie informelle, qui pourrait replonger des familles dans la pauvreté.

Certes, les mesures de confinement et d'endiguement peuvent s'avérer efficaces pour arrêter la propagation du virus, mais conjuguées à l'insécurité alimentaire que connaissent plusieurs pays en développement, nombreux sont les ménages qui risquent de connaître la faim si un confinement dure plus de deux semaines. Cela peut se traduire par la malnutrition et par la dégradation de l'état de santé. En outre, les fermetures généralisées d'écoles et l'absence d'accès à Internet pour la formation à distance risquent de se traduire par une perte importante d'apprentissage et de capital humain, et d'entraîner, pour les enfants de pays à faible revenu, une diminution de ce

qu'ils pourraient espérer gagner tout au long de leur vie. Une grande partie de ces enfants, et en particulier les filles, ne retourneront pas à l'école après la pandémie.

Face à la crise, les dirigeants ont riposté sans tarder. Au Ghana par exemple, nous avons mis en œuvre une série de mesures sanitaires et socioéconomiques, telles que le recours à des drones pour livrer des échantillons et assurer des services essentiels, le soutien au personnel soignant de première ligne, la prise en charge du coût des tests et des traitements, ou encore la fourniture d'aide économique aux citoyens et aux entreprises, notamment en proposant une aide alimentaire et en assurant la gratuité des services d'eau, de gaz et d'électricité.

En raison des dépenses supplémentaires liées à la COVID, les pays ont des besoins de financement accrus. La crise a placé de nombreux pays émergents ou en développement dans une situation précaire sur le plan de la liquidité. Le FMI et la Banque mondiale ont réagi rapidement et dans la mesure qui s'imposait, aidant ainsi les pays à étayer leur riposte face à la pandémie et à renforcer leurs systèmes de santé publique.

Le FMI a doublé l'accès à ses mécanismes de financement d'urgence et apporté une aide financière à plus de 80 pays. Il a également accordé un allègement du service de la dette, sur la base de dons, au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.

La Banque mondiale met à disposition des financements allant jusqu'à 160 milliards de dollars pour répondre aux chocs que subissent les pays sur les plans sanitaire, économique et social. Des opérations d'urgence visant à combattre la pandémie bénéficient à 100 pays en développement. Des mécanismes de financement accélérés ont été déployés pour assurer une aide rapide et de grande ampleur aux pays connaissant des besoins urgents et immédiats en matière de santé. La Banque plaide en outre vivement pour un accès équitable à tout vaccin contre la COVID19, ce qui sera particulièrement vital pour les pays les plus pauvres.

En complément des financements d'urgence accordés par le FMI et la Banque mondiale, l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD), prise par le G-20, a

octroyé à 43 pays une suspension temporaire des paiements au titre du service de la dette bilatérale.

Je constate avec fierté que la communauté internationale s'est mobilisée pour apporter des solutions mondiales à ce gigantesque défi mondial. Mais le moment n'est pas encore venu de baisser la garde. La crise n'est pas terminée et la pandémie continue de faire des ravages : de nombreuses personnes se retrouvent en situation de pauvreté et les inégalités se sont creusées, en particulier pour les femmes et les enfants, qui ont été les plus durement touchés. Le rôle qu'ont joué les institutions de Bretton-Woods pour attirer l'attention et inspirer le soutien du monde entier, en particulier pour les personnes plus vulnérables, mérite les éloges. Mais il reste fort à faire pour mieux répondre aux besoins de tous les pays membres.

Des années de lutte contre la pauvreté et de progrès économique risquent d'être balayées par la pandémie. L'onde de choc de la crise liée à la COVID-19 pourrait faire perdre une décennie entière aux pays les plus pauvres du monde s'ils ne reçoivent pas une aide urgente et une assistance financière.

Mesdames et Messieurs les gouverneurs, c'est maintenant qu'il faut agir.

Nous devons adopter des politiques pour préserver les gains en capital humain enregistrés avec peine ces dernières années et pour éviter aux tranches les plus pauvres et les plus vulnérables de nos sociétés de subir des préjudices de long terme. Nous avons également besoin du soutien continu de la communauté internationale pour éviter que cette crise sanitaire se transforme en crise humanitaire.

Nous aurons bientôt maîtrisé l'incendie ; réfléchissons donc à la forme que nous voulons donner au monde d'après-COVID. La reprise devra être **axée sur les citoyens, durable et équitable**.

La pandémie de COVID-19 nous rappelle que les virus n'ont que faire des frontières : nous sommes tous concernés, et c'est de son maillon le plus faible que dépendra la solidité du dispositif mondial de sécurité financière. Mais nous savons également que la coopération multilatérale peut apporter une réponse d'une ampleur inégalable. Les pays

membres du FMI et de la Banque mondiale ont montré qu'il est possible d'agir de concert quand il le faut.

Il nous faudra préserver cet élan lorsque nous discuterons, dans les prochains jours, de nos défis communs et imaginerons des solutions conjointes pour assurer la santé, la prospérité économique et l'égalité dans le monde entier.

J'applaudis le FMI et le Groupe de la Banque mondiale, qui font preuve une fois encore de leur engagement tenace en faveur de la coopération économique mondiale, et les remercie de nous avoir réunis en organisant l'assemblée annuelle 2020 dans ce format virtuel.

Je me réjouis des journées productives qui nous attendent.

Je vous remercie pour votre attention.